

Les militants Freinet défendent l'école du « Je lutte donc je suis »...



Dans une des cinq classes de l'école publique Ange-Guépin, située dans le quartier populaire de Malakoff à Nantes, qui met en pratique la méthode Freinet.

Photo : Secours populaire

Pour son 52ème congrès, l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM-pédagogie Freinet) a fait la preuve qu'il est possible de résister dans les écoles au désordre néolibéral et à son travail de sape du service public d'éducation.

Le demi-millier de participants réuni à Aix-en-Provence du 19 au 22 août dernier a ainsi pu profiter d'une joyeuse effervescence pédagogique, à travers des dizaines d'ateliers exprimant la vitalité de ce mouvement d'éducation populaire et émancipatrice, fortement attaché au respect de la globalité de l'enfant et de ses droits. En exposant une multitude de productions d'élèves et de projets de classe, en donnant à voir la qualité de leurs publications et revues, les militants de l'ICEM ont, une fois de plus, plaidé pour une certaine idée de l'École, à même de « résister et se construire par la culture », comme y invitait le thème de ce congrès.

Ce congrès a aussi été l'occasion pour les militants de l'ICEM de réagir à l'application des deux réformes ministérielles qui vont faire l'actualité de la rentrée scolaire : les nouveaux programmes en maternelle et l'enseignement moral et civique. Concernant ces nouveaux programmes, Sylvie Pralong, membre du chantier-maternelle de l'ICEM, juge qu'« *une première lecture nous fait découvrir un*

vocabulaire, des affirmations, des expressions que les militants du mouvement Freinet utilisent depuis toujours pour expliquer leur pratique ». Le fait que ces programmes reprennent les notions de bienveillance et d'autonomie, ainsi que la priorité accordée au jeu et à l'expression, ne l'empêchent cependant pas de rappeler que « *la question des moyens, au terme d'une année scolaire au cours de laquelle la mise en place des TAP, APC, nouveaux rythmes scolaires sur tout le territoire a fait apparaître de manière criante l'inégalité des conditions d'éducation des enfants suivant leur secteur scolaire* ».

L'enseignement moral et civique "n'est pas un enseignement en soi".

Quant à l'application de l'enseignement moral et civique, Catherine Chabrun, une des animatrices du mouvement Freinet, qui fut rédactrice en chef invitée de *L'Humanité* en mars 2013, affirme que « *ce n'est pas un enseignement en soi, mais un exercice au quotidien de pratiques permettant une construction de la citoyenneté pas à pas et dans tous les temps et espaces de l'Ecole* ». D'autant que cet enseignement risque d'être abordé superficiellement, alors qu'il s'agit bien de changer les pratiques pédagogiques pour résister, encore et toujours, que ce soit à la sélection, au tri social, ou à l'individualisme consumériste. « *La morale ne s'enseigne pas, elle se vit* », affirmait Célestin Freinet, l'inspirateur de cette pédagogie active. La plupart des points de cette réforme se pratiquent déjà dans les classes coopératives des enseignants Freinet, estime Catherine Chabrun. D'où la nécessité selon elle de relancer une véritable politique de formation des enseignants, alors que par souci d'austérité le gouvernement socialiste tronque la formation initiale, les stagiaires se partageant à mi-temps dans les ESPE et sur le terrain, et que la formation continue n'a pas été restaurée pour les enseignants plus anciens. « *Formation qu'en dis-tu ?* », interrogeait à ce titre Catherine Chabrun en conclusion d'un récent billet de son blog.

Lors du précédent congrès, en août 2013, la ministre déléguée à la réussite éducative de l'époque, George Pau-Langevin, était venue présenter les projets socialistes de refondation de l'école. En revanche, à l'occasion de ce congrès, les militants de l'ICEM se sont montrés bien plus distants vis-à-vis de la politique éducative du gouvernement en place. Lequel ne comprend d'ailleurs plus de ministre délégué à cette fonction. Sans compter d'autres points de discorde, notamment le cas des deux enseignants béninois auxquels un visa a été refusé, l'invitation émanant de l'ICEM ayant été jugée « *pas assez fiable* » par les services consulaires français à Lomé, alors même que l'ICEM est une association reconnue par le ministère de l'Education nationale, largement ouverte sur l'étranger, comme l'a prouvé la présence d'une centaine de congressistes de tous pays. Car les résistances pédagogiques, et donc politiques, passent par le refus de la résignation

au niveau européen, comme l'a montré par l'image le film de Yannis Youlountas, « Je lutte donc je suis », dont des extraits ont été projetés.

De fait, pour les militants pédagogiques, l'heure n'est plus seulement à la circonspection face aux bonnes intentions non suivies d'effets du gouvernement socialiste. L'heure est bien à la résistance ainsi qu'au recentrage sur l'invention et la recherche pédagogiques. Pour Jean-Charles Huver, président de l'ICEM, « *si les textes ministériels peuvent être porteurs d'espoir, les dispositifs dans lesquels ils sont censés s'appliquer tendent à une déréglementation et un appauvrissement des moyens* », liés selon lui à des logiques budgétaires dictées par l'austérité imposée aux peuples. Concernant la mise en œuvre de la loi de refondation de l'école, « *on ne craint plus le pire, on sait que ça ne suit pas, notamment en termes de formation initiale pour les enseignants qui débutent, et de formation continue pour tous les autres* ». Rappelons que la formation initiale réservée aux enseignants stagiaires ressemble beaucoup à une demi-mesure, puisque elle est divisée à mi-temps dans les ESPE et à mi-temps dans les classes, ce qui a bien souvent compliqué la vie des écoles. Alors que le bien-fondé de ses pratiques est volontiers reconnu par le ministère de l'Éducation, pourquoi ne pas associer l'ICEM à une véritable formation initiale? Pourquoi ne pas faciliter le regroupement d'enseignants Freinet dans les écoles? Pourquoi ne pas faire davantage confiance à des pédagogues qui ne cessent de faire la preuve de l'efficacité de leurs pratiques ?

L'Humanité, Nicolas Mathey, 03 septembre 2014.